

FRANCE ET ALLEMAGNE

On vient de publier une lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire qui va certainement raviver de nombreuses polémiques.

Notre ministre des affaires étrangères amené à apprécier l'attitude de l'Allemagne lors de la question Italiano-Tunisienne, l'a qualifiée avec une sympathique gratitude et voici en quels termes il s'est exprimé :

« Nous n'avons qu'à nous louer de l'attitude de l'Allemagne dans cette question importante ; je me plais à manifester la reconnaissance que nous devons au gouvernement allemand et aux organes importants de votre presse ; c'est là un acte de justice. »

C'est là aussi un acte de raison et de sage patriotisme. En toute affaire, il convient de se laisser guider par le bon sens d'abord et par le sentiment après — mais celui-ci seulement en seconde ligne.

D'autre part, il est fort dangereux de confondre chauvinisme et patriotisme. Le patriotisme conduit à de brillants résultats, le chauvinisme fait verser dans de déplorables ornières, — et ceci dit, examinons froidement notre situation politique en Europe.

Nous avons un ennemi héréditaire s'écrie-t-on aussitôt : l'Allemagne dont le fer a ouvert la blessure qui saigne encore, l'Allemagne qui a pris nos enfants, nos provinces et nos milliards : La France ne doit avoir qu'un objectif : la Revanche !

La revanche à l'aide de qui ? de nos alliés ? Quels sont-ils ? L'Angleterre ! — Elle n'a pas levé le doigt pour empêcher notre écrasement en 1870. L'Italie — la nation sœur ? — Il n'y a pas d'Italien « militant » qui ne se fasse un mérite de son gallophobie. L'Italie ! Elle quémande des alliances anti-françaises dans tous les cabinets de l'Europe : Le jour où l'Allemagne — puisqu'Allemagne il y a — réussirait de nouveau à nous écraser, elle serait la première à demander sa part de curée — et si elle n'était pas la première à la bataille, elle arriverait en tête pour le partage, vous ne devez plus en douter.

Puisque donc on ne se bat pas en Europe, sans alliances offensives et défensives, j'estime que nous serions fort à plaindre si nous n'avions que nos deux « alliés naturels » pour marcher à nouveau contre l'ennemi héréditaire.

Mais cet ennemi héréditaire pourquoi donc nous hait-il si fort ? Pourquoi ! parce qu'il nous redoute toujours, parce qu'il connaît l'objectif que notre chauvinisme appelle du patriotisme, parce que nous avons crié si fort : Revanche ! Revanche ! qu'il reste le doigt sur la détente, prêt à faire feu au premier geste suspect de son adversaire obstiné.

M. de Moltke a dit un jour : La conquête de l'Alsace et de Lorraine nous oblige à un demi-siècle de *statu quo* militaire. Or le *statu quo* militaire se traduit par un budget de guerre bien lourd pour nous et écrasant pour nos voisins.

Quand on songe à tout cet argent qui

barbe). Ne croyez pas, mais soyez en sûr mon bonhomme !

M. Maccio (foudroyé). — Que vois-je ! Cet affreux Roustan !

M. Roustan-Zain Zain. — Pas mal joué, n'est-ce pas, pour un nigaud de français ?

Le perfide Maccio. — J'en ferai une maladie !

M. Roustan. — Dans ce cas, je me charge de la guérison.

DEUXIÈME TRUC

La Suzeraineté Ottomane

John Bull. — Protestez, Hamid, protestez !

Le grand Turc. — Protester, je veux bien, mais pourquoi faire ?

John Bull. — Quel abruti ! N'êtes-vous pas le grand seigneur, le maître souverain de tous les Turcs ?

Le grand Turc. — Tu l'as dit, ô fils d'Albion. Je règne sur tous les Turcs, même sur les Turcs d'opéra-comique et de bal masqué... Pourrais-tu me prêter une livre sterling ?

s'engouffre dans les ports, dans les arsenaux, dans les flancs de nos cuirassés, on recule effrayé devant ce total fantastique. Un pareil état de chose, un pareil éréthisme belliqueux ne peut durer longtemps : il conduit par la force des conséquences à un désastre, à une crise salutaire ou mortelle.

Avant d'être ruinés complètement, nos farouches voisins voudront profiter de ces défenses colossales accumulées pour l'écrasement nouveau du voisin redouté.

Mais ils ont des yeux pour voir clair dans leurs affaires et dans les nôtres.

Si les canons, les fusils et les hommes s'accumulent en Allemagne, cette floraison de fer meurtrier s'épanouit chez nous aussi désordonnée et aussi puissante. Ils nous savent prêts à répondre à la mitraille par des obus — et avant d'engager la partie ils se demandent quel sera le vainqueur — et ne répondent plus avec la certitude d'autrefois.

Et si une détente sérieuse, politique — patriotique — s'opérait entre deux peuples majeurs par la raison et l'expérience ! Si un beau jour la France républicaine disait loyalement à la Prusse monarchique : Vous avez pris nos milliards, gardez-les ; plaie d'argent a été vite guérie ; mais rendez-nous des provinces qui résistent obstinément à votre pangermanisme et gardent des moelles françaises où votre kulturkampf ne pénétrera jamais ! Si la France tenait un pareil langage, que répondrait l'Allemagne ?

Elle y réfléchirait sans doute à deux fois ; et qui sait : en face de la Russie où le panslavisme reprend le dessus et va rompre le dernier lien qui restait de l'alliance des trois empereurs, en face de l'Autriche qui n'est qu'une Germanie du sud convoitée de tout temps par la Germanie du nord, qui sait si l'Allemagne ne répondrait pas elle aussi : Reprenez cette pomme de discorde et oublions dans une paix honorable pour tous, les malheurs et les misères de nos guerres séculaires.

Ah ! si l'on pouvait rendre à l'agriculture et à l'industrie tout ce fer qui se stérilise chez Krupp ou au Creuzot, si on cessait de viser au cœur du voisin pour veiller un peu mieux à la prospérité de la maison paternelle, croyez-vous que ce patriotisme-là ne vaudrait pas mieux que le chauvinisme qui crie : A Berlin !

Ce rêve, nous savons que quelques-uns — et des plus grands — l'ont caressé et le caressent encore.

Mais si la République accomplissait ce grand acte de pacification définitive qui calmerait toutes les haines et toutes les rancunes, en rendant nos deux chères provinces à la mère patrie, elle grandirait tellement dans la respectueuse admiration du pays qu'elle ne rencontrerait plus jamais de mains assez audacieuses pour chercher à l'abattre.

Qui sait si ce rêve ne sera pas, un jour prochain, réalité ?

Après l'ingratitude italienne, on peut s'attendre à tout, même à l'amitié de l'Allemagne.

John Bull. — Et pourquoi faire ? Encore des gaspillages !

Le grand Turc. — C'est ma dernière Fatma qui a besoin d'un faux chignon.

John Bull. — Toujours les femmes !

Le grand Turc. — Les femmes, il n'y a que ça !

John Bull. — Eh bien alors, permettras-tu que ces coquins de Français portent une main profane sur le harem de Sadok.

Le grand Turc. — Par Mahomet, je ne le permettrai pas ! Ous'que sont mes cuirassés ?

John Bull. — A la bonne heure ! J'aime ce noble langage.

Le grand Turc. — Sois tranquille, cher ami, ce n'est pas à moi qu'on marchera sur le pied... Voyons une demi-livre ?

John Bull. — ...Sterling ?

Le grand Turc. — Toujours... tu ne sais pas quelle misère... Mon grand eunuque n'a plus de souliers...

John Bull. — Précisément, profite de l'occasion. Commence par protester, par faire les gros yeux à la France, elle a deux milliards dans sa Banque, voilà de quoi acheter des faux chignons à Fatma et des pantoufles à Ali-Baboum !

FEUILLES VOLANTES

M. Gaillon, maire de Lyon, paraît prendre ses fonctions au sérieux.

Il rend des arrêtés, donc il existe. Un de ces arrêtés institue un Jury extraordinaire chargé de statuer sur les grands concours de notre école des Beaux-Arts en 1881 et sur le concours du prix de Paris. Nous voyons avec plaisir figurer parmi les membres de ce Jury, les noms de plusieurs de nos artistes distingués, tels que MM. Belliveau, Sicard, Loubet, Perrachon, peintres, Pagny, sculpteur, Poncet, graveur en médailles, Genivet, décorateur... Le talent et le savoir réel de ces messieurs constituent des garanties de judicieuse appréciation, dont les concurrents n'auront qu'à se féliciter.

Un autre arrêté organise une commission chargée d'examiner les questions contentieuses qui intéressent la ville. Là nous trouvons MM. Montalan, conseiller à la Cour, Desprez, Thévenet, avocat, Pondeveaux, avoué... On ne saurait réclamer de meilleurs choix.

Faisons simplement des vœux pour que ces juriconsultes ne se laissent pas gagner par ce *farniente* spécial qui est l'épidémie de toutes les commissions. — Demandez à la commission des pompiers ! — On l'a dit souvent et l'expérience le prouve trop : les commissions travaillent généralement moins que les individus.

Espérons que notre commission du contentieux saura échapper à cet écueil.

Si vous voulez de la bonne justice à la turque, allons faire un petit tour en Tunisie.

Une note du gouverneur de l'Algérie, insérée au *Livre jaune*, constate que sur 2,379 crimes ou délits commis de 1870 à 1881, sur la frontière tunisienne, le gouvernement du bey en a puni deux.

Excellent Sadok ! Quelle providence pour les coquins... Pourvu que M. Clémenceau, ou M. Delafosse, ou M. Lenglé n'aillent pas trouver que deux c'est encore trop !

On vient d'arrêter, à Cherbourg, sous l'inculpation de faux en écriture publique, un journaliste du nom d'Henri Denis, qui, après avoir travaillé au *Figaro*, faisait campagne pour la religion et les bons principes dans une feuille légitimiste de la Basse-Normandie.

Ce même Denis avait joué d'ailleurs un rôle assez malpropre dans l'affaire de M. Rouvier, député des Bouches-du-Rhône, fausement accusé d'attentat au meurtre.

Le dit Denis, connaissant le véritable coupable, avait refusé de le dénoncer, préférant laisser libre cours à une calomnie qui salissait un député républicain.

On reconnaît là les mœurs du bon Basile, inspirateur et patron de nos aimables parangons de haute et pieuse morale.

Il est fâcheux que ce champion de la bonne cause aille échouer sur un banc de cour d'assises.

Un petit miracle s. v. p. « pour éviter le scandale. »

Les hydrophobes qui choisissent le cirque Fernando pour théâtre habituel de leurs ébats, viennent encore d'y aller de leur petite manifestation en l'honneur de Jessa Helfmann.

Les journaux conservateurs se pourléchaient bien entendu, de l'éloquence épilétique de ces échappés de Charenton que réclame la camisole de force.

S'il leur restait la moindre lueur de logique ou de sens commun, les citoyens Courmet Grégoire et Camille Bouis comprendraient peut-être que leurs pantalonnades font admirablement le jeu des adversaires de la République.

Mais il se soucient bien de la République, ils se soucient bien surtout de Jessa Helfmann.

Pauvre femme ! l'aurait-on pendue souvent s'il n'y avait que les Clodoches du cirque Fernando pour couper la corde !

Le grand Turc. — Deux milliards ! Et tu ne pourrais me prêter quelque chose là-dessus ?

John Bull. — Signe d'abord la protestation.

Le grand Turc. — Mais tu me prêteras...

John Bull. — Signe donc !

Le grand Turc. — Un paraphe de plus ou de moins... Voilà qui est fait. J'ai protesté, maintenant notre petite affaire !

John Bull. — Quelle affaire ?

Le grand Turc. — Ma livre sterling !

John Bull. — Une livre sterling, rien que ça de toupet !

Le grand Turc. — Alors la demi-livre ?

John Bull. — Ça fait encore douze francs cinquante, et je ne ramasse pas l'argent à la pelle.

Le grand Turc. — Me refuserais-tu cent sous ?

John Bull. — Bien entendu. Comment me les rembourserais-tu ?

Le grand Turc. — Mais puisqu'Elle a deux milliards en caisse !

John Bull. — Qui Elle ?

Le grand Turc. — La France, parbleu ! C'est toi qui viens de me le dire...

John Bull. — C'est vrai, mais va les chercher !

Les Nouveaux Kroumirs

Tout le monde sait qu'une des plaisanteries favorites des intransigeants et des cléricaux réunis, consiste à crier sur tous les toits : Où sont les Kroumirs ? Il n'y a pas de Kroumirs ! Les Kroumirs sont une farce ! Un lapin vivant à qui nous montrera un Kroumir !

Eh bonnes gens, ne cherchez pas si longtemps, les Kroumirs sont à votre porte, que dis-je, ils sont chez vous, dans votre appartement, dans votre chambre, dans votre paletot et dans vos bottes !

Comment ! Vous demandez des Kroumirs, lorsque le député Delafosse déclarait il y a trois jours en plein Palais Bourbon : « l'expédition contre les Kroumirs n'a été qu'une cause apparente. »

« La France a eu tort de prendre des garanties contre la Tunisie. »

« Le traité avec le bey nous aliène l'amitié précieuse du Grand-Turc, et compromet nos bonnes relations avec ce brave sultan — qui paie si bien les coupons français. »

« Enfin, la convention du Bardo, n'aurait pas dû être rédigée, ni signée sans avoir pris, au préalable, l'assentiment de l'Angleterre et de l'Italie... »

Nous n'inventons rien, tel est le résumé fidèle des observations de l'estimable Delafosse.

Or, nous le demandons en toute sincérité, qu'aurait dit de plus un Kroumir ? M. Delafosse n'a pas eu même besoin de faire de grands frais d'imagination pour élucubrer sa jolie harangue. Elle n'est, d'un bout à l'autre, que la reproduction servile, et le commentaire fidèle des circulaires de Mohammed-Sadok, visées par l'illustre Maccio.

Nous devons, paraît-il, nous présenter, pieds nus et le hart au col, devant sa Hautesse le commandeur des croyants, et lui demander d'un ton doux :

Plaise à votre seigneurie nous accorder l'autorisation de ne point laisser égorgé nos nationaux et saccager leurs biens !

Nous devons encore nous traîner à plat ventre devant la Grande-Bretagne, et solliciter humblement la grâce de faire naviguer nos petits bateaux sur la Méditerranée, en payant au besoin...

Quant à l'Italie, cette Italie qui nous aime tant (Evangile Clémenceau), qui nous a si bien secourus en 1870, il fallait lui soumettre le traité du Bardo et mendier son adhésion, en lui apportant comme épingles six cent quarante millions sur un plateau.

A ces conditions, M. Delafosse aurait été satisfait, et M. Clémenceau pareillement... Ainsi comprennent-ils le rôle et la dignité de la France.

Que si par hasard, le ministère avait suivi, même de très loin, le moindre de ces conseils, le même Clémenceau, le même Delafosse n'auraient pas eu assez de salive et d'adjectifs pour flétrir l'abaissement et l'aplatissement de la France.

Ce sont les procédés accoutumés de ce qu'on appelle faussement l'esprit de parti, car le vrai nom serait : sottise de parti.

Pour le moment, la France ne s'étant ni aplatie, ni abaissée, les Delafosse, les

Le grand Turc. — Comment, moi tout seul !

John Bull. — Puisque c'est toi qui proteste !

Le grand Turc. — D'après tes conseils !

John Bull. — Plains-toi donc, ingrat, quand je te donne mes conseils !

Le grand Turc. — Moins de conseils et plus d'argent. Voyons un schilling, au moins, — pour mon tabac !

John Bull. — Pas même un penny.

Le grand Turc. — Ah le gueux ! Et dire que je suis assez bête pour l'écouter. Quand je pense ce que m'ont coûté ses carottes !

John Bull. — Aôh yes ! Mais elles n'ont rien coûté à moà. Et j'avais to-oujours pour truc, que les carottes coûtent aux autres.

TROISIÈME TRUC

Les Reporters

Follembèche rédac-chef. — Avez-vous reçu nos correspondances de Tunisie, Courtepointe ?

Courtepointe. — Un courrier énorme Dix-huit lettres.